

# Province de Cabo Delgado au Mozambique : points communs et différences avec les autres terres du "djihadisme autoproclamé" en Afrique

Par Benjamin Augé

## Résumé

Ce briefing se propose d'expliquer les spécificités du cas du nord-Mozambique où sévit, depuis maintenant plus de trois ans, un mouvement islamiste autoproclamé. Les activités de ce dernier ont interrompu, en décembre 2020, pour une durée inconnue, le développement de l'un des plus importants projets de l'histoire économique récente de l'Afrique. C'est désormais aux autorités mozambicaines de prendre la mesure des défis sécuritaires en vue de permettre au groupe Total de relancer ses activités au plus vite.

## Introduction

Depuis octobre 2017, le bilan des activités du groupe islamiste autoproclamé «Al shebab» au nord du Mozambique n'a cessé de s'alourdir : plus de 2500 morts et des centaines de milliers de déplacés. Ce mouvement a attiré l'intérêt des médias internationaux depuis son allégeance au groupe Etat islamique (EI) en juillet 2019, sans que le lien opérationnel - s'il existe - entre les deux

soit cependant clairement déterminé, et du fait de la menace qu'il fait peser sur le développement des énormes découvertes gazières au large de la province de Cabo Delgado, zone dans laquelle le groupe violent concentre ses activités. La major Total, en charge du développement de ces gisements offshore, a dû stopper, depuis décembre 2020, tous ses travaux du fait des actions du groupe à proximité de son futur site de production gazier d' Afungi. Les «Al Shebab» mozambicains, connus aussi parfois

sous l'appellation «Ansar Al Sunna», sèment le chaos dans une des zones les plus pauvres du Mozambique, pays lui-même trois fois plus pauvre que la moyenne africaine. Si certains éléments se retrouvent dans tous les cas récents d'éclosion de ce type de mouvement autoproclamé islamiste en Afrique de l'Ouest, certains autres sont propres à cette province de Cabo Delgado.

## Quels traits communs avec les autres mouvements autoproclamés islamistes d'Afrique de l'Ouest ?

De nombreux commentateurs tentent de calquer la situation des différents mouvements violents islamistes actifs en Afrique avec celle en cours au Mozambique, moins connue et plus récente. Evidemment, certains traits communs existent bel et bien entre ces différents cas. D'abord, la province de Cabo Delgado est située à plus de 2700 kilomètres de la capitale Maputo, en marge du développement post-guerre civile depuis 1992. Cela fait écho à la situation du Nord-Mali, terreau fertile pour ce type de groupes violents, ce territoire ayant été historiquement marginalisé par Bamako en comparaison aux provinces du sud du pays. L'arrivée massive d'hommes armés dans cette zone venant de Libye à la chute de Mouammar Kadhafi, en 2011, ont contribué à exacerber les tensions sapant le peu de contrôle de l'Etat malien. L'autre trait commun entre le Mozambique et le Sahel est le conflit entre des musulmans pratiquant un Islam traditionnel influencé par des pratiques locales, et un autre type d'Islam plus rigoriste amené par des groupes davantage nourris par des courants wahhabites et rigoristes. Ce clash entre différentes pratiques de l'Islam a été observé au Mali, et se voit aussi depuis plusieurs années, et ce bien avant 2017, dans la province de Cabo Delgado au Mozambique. Ce scénario se rapproche aussi de celui de Boko Haram au Nigeria qui a travaillé, à partir de 2003, à imposer une application littéraliste - du moins selon lui - de la Sharia. Le fondateur de Boko Haram, Mohamed Yusuf, considérait que le pouvoir politique dans l'Etat nigérian de Borno, dirigé à l'époque par le gouverneur Ali Modou Sherif, n'était pas assez strict dans la mise en place et la surveillance d'une pratique de l'Islam plus rigoriste dans ce territoire frontalier avec le Tchad et le Niger.

Comme nous l'avons vu, la marginalisation d'un territoire, alliée à des pratiques différentes de l'Islam : les radicaux, obligeant les locaux à appliquer une vision de la Sharia qui leur est propre, se greffent sur une pauvreté endémique et un niveau d'éducation faible des zones concernées. Puis, peu à peu, le mouvement religieux mute en un groupe violent qui ne se contente plus d'un discours sur une certaine observance religieuse mais bascule vers un certain anti-Etatisme. Pour Boko Haram, ce tournant est pris en 2009 lors de la mort d'un millier de militants du groupe et celle de son leader en prison par l'armée et la police. Au Mozambique, cette nouvelle phase commence en 2017 avec les premières actions violentes et les conquêtes, même ponctuelles, de territoires comme celle du port de Mocimboa da Praia - attaqué et occupé à de nombreuses reprises depuis lors -. Cette nouvelle séquence s'accompagne d'une stratégie d'affaiblissement de tout ce qui représente l'Etat : postes de police, garnisons de militaires, reprise en main du contrôle des routes pour rançonner les chauffeurs et leurs passagers ou s'emparer de leurs marchandises. Evidemment, les populations locales, premières victimes du groupe, sont aussi directement visées au Mozambique, les villages sont pillés et des massacres régulièrement commis.

## Des particularismes dans le cas mozambicain

Si un certain nombre d'éléments de caractérisation des mouvements autoproclamés islamistes violents convergent dans la même direction sur le territoire africain, le cas du Mozambique a de nombreuses spécificités. D'abord, et contrairement au nord Mali ou au Nord du Nigeria, où l'Islam est quasiment la seule religion pratiquée, la région de Cabo Delgado n'est pas uniquement musulmane. L'une des composantes de cette région, les Maconde, sont chrétiens et, parfois, évangélistes, alors que les musulmans sont notamment d'une autre tribu davantage implantée sur la côte, les Mwani. Là encore, il y a une gradation dans la marginalisation. C'est-à-dire qu'au sein d'un territoire déjà marginalisé par le pouvoir central à Maputo, il y a une mise à l'écart, encore plus forte, des Mwani, musulmans, par les Macondé, depuis l'indépendance. Ces derniers sont fortement représentés dans le pouvoir central. L'actuel président mozambicain Filipe Nyusi, au pouvoir depuis 2015, est un Macondé, tout comme l'ancien ministre de la Défense et figure de la lutte pour l'indépendance, le général Alberto Chipande ou, encore, l'ex-premier ministre et général en retraite, Raimundo Pachinuapa. Ces trois

personnalités sont d'ailleurs au politburo du parti-Etat Frelimo depuis fort longtemps. Une élite politique de Cabo Delgado existe bel et bien sur la scène nationale mais cela n'empêche pas qu'une partie de la population de la province, principalement musulmane, demeure marginalisée dans un territoire déjà mis à l'écart car très éloigné de tous les grands centres urbains du pays en développement. Cabo Delgado est majoritairement musulman alors que la population mozambicaine est dans son ensemble à dominante chrétienne (60%).

L'autre particularité de Cabo Delgado par rapport aux autres zones de «djihadisme autoproclamé» en Afrique<sup>1</sup> est la présence d'énormes ressources de gaz. Celles-ci ne sont pas situées sur la partie onshore du territoire mais au large de la province, sur les blocs 1 (Total) et 4 (ENI et ExxonMobil). Les «shebab» locaux ont ainsi pu cibler le projet de construction des trains de liquéfaction de gaz en développement depuis 2019 par Total sur la péninsule d' Afungi. Les attaques du groupe à proximité du site à partir de la fin 2020 n'avaient pourtant pas vocation à s'approprier une ressource. D'une part, les infrastructures de production ne sont pas encore construites et, d'autre part, la technicité nécessaire, en phase de production, impose des compétences que seules des sociétés pétrolières de pointe maîtrisent. Ces actions sont davantage à analyser comme un message politique envoyé au gouvernement par le groupe qui pourrait se résumer ainsi : «vous êtes incapable de contrôler notre territoire, même pas le site où cet investissement géant prend forme». A mesure que les combats se sont rapprochés du site de construction il y a déjà plusieurs mois, la tension est montée d'un cran au sein du gouvernement, sans pour autant que la réponse sur le terrain soit efficacement adaptée. L'arrêt des travaux, en décembre 2020, par Total et ses sous-traitants, a été vécu comme une véritable humiliation pour le parti au pouvoir du Frelimo à Maputo. Total avait prévu de reprendre ses activités le 24 mars 2021. Cependant, les attaques meurtrières sur la ville de Palma, à moins de dix kilomètres d' Afungi, se sont déroulées le même jour, repoussant à nouveau une remise en route des activités.

1. Il n'y a aucune ressource spécifique dans l'Etat nigérian de Borno (pas de pétrole et très peu de minerais), pas davantage que dans le nord du Mali, contrairement aux informations véhiculées parfois. Les sociétés pétrolières ENI et Sonatrach détenaient bien des blocs dans le nord malien mais n'ont pas effectué le moindre forage ces 20 dernières années. Il n'y a donc aucune preuve d'un développement commercial possible dans cette immense zone faisant partie du bassin de Taoudeni (partagé avec la Mauritanie et l'Algérie). Des puits de Total et de Repsol ont en revanche bel et bien été forés sur la partie mauritanienne de ce même bassin mais ils se sont tous avérés secs. Les pétroliers sont donc partis.

## Quelles conséquences sur le projet de Total ?

L'objectif d'humilier le gouvernement a été parfaitement atteint avec cette dernière attaque de mars 2021. Les militaires mozambicains ont d'ailleurs eu les plus grandes peines à repousser les assaillants en dehors de la ville de Palma (75 000 habitants). L'attaque du 24 mars, qui s'est poursuivie les jours suivants, a fait de nombreux morts - mozambicains comme occidentaux -. Le groupe a eu donc tout le loisir de faire passer le message que le gouvernement Frelimo est incapable de protéger le territoire, y compris dans des zones stratégiques.

Il faudrait, aujourd'hui, se demander ce que Total, qui projetait de commercialiser 12,9 millions de tonnes de gaz par an via ses deux futurs trains de liquéfaction d'ici à 2024, compte faire dans les prochains mois. Tous les salariés du groupe comme de ses sous-traitants ont quitté la zone à partir du 24 mars. Une partie d'entre eux avaient déjà été relocalisés à Maputo ou en Afrique du Sud, après la première annonce de la suspension des travaux en décembre 2020. Cependant, désormais, la suspension sera plus longue : une année, voire davantage. Le pétrolier a annoncé, le 26 avril, qu'il avait utilisé la disposition légale de force majeure lui permettant de geler son contrat avec le gouvernement mozambicain. Il a également suspendu la quasi-totalité des contrats de services qu'il avait signés ces dernières années avec des sous-traitants. Cependant, étant donné le niveau des réserves au large de Cabo Delgado, le groupe ne lâchera pas le Mozambique facilement. Les blocs - celui de Total et celui d'ENI/ExxonMobil - recèlent à eux deux plus de 160 trillions de pieds cubes de gaz, soit des volumes quasi équivalents à ceux du Nigeria, pays ayant lui-même les plus grandes réserves du continent africain. Si tous ces volumes étaient effectivement mis en production, le débit du pays pourrait atteindre quelque 60 à 80 millions de tonnes, soit le niveau actuel du Qatar - lui-même le plus important exportateur de GNL au monde -. Total ne reprendra cependant pas le chemin de Cabo Delgado si le gouvernement n'apporte pas de garantie suffisante sur la sécurité du site et de ses personnels. Lors de sa dernière visite, en janvier 2021, le PDG de Total, Patrick Pouyanné, avait demandé au président Filipe Nyusi la mise en place d'une ceinture de 25 kilomètres autour d' Afungi dans laquelle une sécurité totale serait observable. Nyusi avait acquiescé et une accalmie trompeuse avait été constatée sur le terrain jusqu'à l'attaque de Palma, le 24 mars.

L'armée mozambicaine est cependant particulièrement dysfonctionnelle. Les soldats envoyés au front sont démotivés et le renseignement militaire est largement déficient, rendant la lutte contre le mouvement autoproclamé islamiste particulièrement compliquée. Les cibles n'étant pas bien identifiées, les militaires ont tendance à viser des citoyens qui n'ont rien à voir avec la mouvance et exacerbent encore davantage le sentiment anti-Etat pouvant gagner des populations n'ayant à la base aucune accointance religieuse ni politique avec ce mouvement radical.

Le Portugal a annoncé, début avril, l'envoi de 60 militaires formateurs pour aider les forces spéciales mozambicaines. L'Union européenne (UE) travaille également à un appui au gouvernement mozambicain en formation ou/et matériels. La Communauté de Développement d'Afrique australe (SADC) - regroupant les seize pays de la région sud de l'Afrique - attendent également des demandes précises du gouvernement mozambicain pour l'aider à rétablir l'ordre dans le nord du pays.

Très rétif à toute intervention étrangère, Filipe Nyusi a été très ambigu pendant des mois sur ce qu'il attendait de ses partenaires de la région, notamment avec les Sud-africains, se contentant de contracter des mercenaires, comme les Russes de Wagner ou les Sud-africains du Dyck Advisory Group (DIG). Ces derniers n'ont pas permis de faire reculer le mouvement terroriste. La lutte contre ce dernier impose une réponse sécuritaire coordonnée, en particulier avec la Tanzanie frontalière<sup>2</sup> ainsi qu'une compréhension sociologique fine de qui compose ses rangs afin de le contenir, voire l'éradiquer. Ces deux derniers objectifs, ainsi que la réforme de l'armée et des renseignements mozambicains, réclameront, à coup sûr, de nombreuses années de travail. Le groupe pétrolier Total devra probablement se contenter d'une exploitation «bunkerisée» s'il décide de reprendre le chemin de Cabo Delgado en 2022.

---

2. Le président mozambicain Filipe Nyusi et son homologue tanzanien John Magufuli (décédé en mars 2021) ne se sont quasiment jamais parlé jusqu'à la fin 2020. Ils se sont finalement rapprochés il y a seulement quelques mois à la faveur de l'accroissement des activités du groupe radical à Cabo Delgado. Cette inimitié entre les deux présidents a clairement bénéficié aux Shebab mozambicains, par absence d'échange de renseignements et porosité de la frontière (Cabo Delgado est frontalier avec la Tanzanie).

## À propos de l'auteur, Benjamin Augé

Benjamin Augé est Chercheur associé aux centres Afrique et Energie de l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis juin 2010. Docteur en géographie de l'Institut Français de géopolitique (Université Paris 8), il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique à l'Université de Nouakchott, en Mauritanie, et est également intervenant à l'Académie diplomatique des Pays-Bas (Clingendael). Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des secteurs pétrolier et gazier dans les pays africains. Il s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Benjamin Augé travaille également sur les relations entre le continent africain et certaines puissances extérieures (Qatar, Arabie saoudite, Turquie, Cuba et Israël)

## À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)